



Province de Québec

**Municipalité du Canton de Sainte-Edwidge-de-Clifton**

Procès verbal de la session extraordinaire du conseil municipal du Canton de Sainte-Edwidge-de-Clifton, tenue à l'hôtel de ville, 1439, chemin Favreau, le 14 décembre 2009, à 20 h 00, présidée par Son Honneur le Maire, madame Linda Ouellet, et à laquelle assistaient les conseillers :

Madame Sandra Raymond	Madame Claudette Thibault
Monsieur Jean-Yves Masson	Monsieur Jean-Pierre Bessette
Monsieur Martial Tétreault, absent	Monsieur Gary Caldwell

Et le directeur général et secrétaire-trésorier, Monsieur Réjean Fauteux.

Il est ordonné par résolution du conseil comme suit :

**1. Ouverture de la session extraordinaire du 14 décembre 2009**

Madame le maire souhaite la bienvenue à tous les membres présents et, après avoir constaté qu'il y a quorum, ouvre la session à 20 h 00.

Madame le maire fait la lecture de l'ordre du jour et en demande l'adoption.

**2. 2009 12 289 Acceptation de l'ordre du jour**

1. Ouverture de la session extraordinaire.
2. Acceptation de l'ordre du jour.
3. Présentation par madame le maire du budget pour l'exercice financier 2010.
4. Période de questions.
5. Adoption des prévisions budgétaires pour l'exercice financier 2010.
6. Adoption du taux d'intérêt pour l'exercice financier 2010.
7. Adoption du règlement de taxation et tarification pour l'exercice financier 2010.
8. Adoption du programme d'activités d'investissement pour 2010.
9. Levée de la session extraordinaire.

IL EST PROPOSÉ par madame la conseillère Claudette Thibault ;

APPUYÉ par monsieur le conseiller Jean-Yves Masson ;

ET RÉSOLU :

QUE l'ordre du jour de la session extraordinaire du 14 décembre 2009 pour l'adoption du budget de l'année 2010 soit adopté tel que lu.

VOTE :                      POUR : 6      CONTRE : 0      ADOPTÉE.

**3. Présentation par madame le maire du budget pour l'exercice financier 2010**

Madame le maire, Linda Ouellet, fait la lecture et la présentation du budget pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2010. Ce budget est échelonné sur trois ans.

**4. Période de questions**

Aucunes questions.

**5. 2009 12 290 Adoption des prévisions budgétaires pour l'exercice financier 2010**

IL EST PROPOSÉ par madame la conseillère Sandra Raymond ;

APPUYÉ par monsieur le conseiller Gary Caldwell ;

ET RÉSOLU :



QUE soient adoptées les prévisions budgétaires pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2010, lequel budget prévoit des revenus et des dépenses équilibrés de 1 258 233 \$.

VOTE :                                    POUR : 6      CONTRE : 0    ADOPTÉE.

**6.    2009 12 291                    Adoption du taux d'intérêt pour l'exercice financier 2010**

IL EST PROPOSÉ par monsieur le conseiller Martial Tétreault ;

APPUYÉ par madame la conseillère Claudette Thibault ;

ET RÉSOLU :

QUE soit décrété un taux d'intérêt fixé à 18 % pour l'année d'imposition 2010, et ceci pour toutes compensations dues à la municipalité après l'expiration du délai applicable.

VOTE :                                    POUR : 6      CONTRE : 0    ADOPTÉE.

**7.    2009 12 292                    Adoption du règlement de taxation et tarification pour l'exercice financier 2010**

ATTENDU que la Municipalité du Canton de Sainte-Edwidge-de-Clifton a adopté son budget municipal pour l'exercice financier 2010, lequel prévoit des revenus et des dépenses de 1 258 233\$ ;

ATTENDU que selon l'article 988 du *Code municipal du Québec*, toute taxe doit être imposée par règlement ;

ATTENDU que selon l'article 244.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale*, une municipalité peut prévoir que tout ou partie de ses biens, services ou activités sont financés au moyen d'un mode de tarification et, de la même façon, prévoir qu'est financée toute ou partie d'une quote-part ou contribution dont elle est débitrice pour un bien, un service ou une activité d'une autre municipalité ou d'une régie intermunicipale ;

ATTENDU que selon l'article 981 du *Code municipal du Québec*, une municipalité peut établir le taux d'intérêt applicable aux taxes dont le paiement n'est pas effectué à temps ;

ATTENDU que selon l'article 252 de la *Loi sur la fiscalité municipale*, une municipalité locale peut établir le nombre de versements, la date des versements, ainsi que les modalités relatives aux versements échus de la taxe foncière et des tarifs ;

ATTENDU qu'un avis de motion du présent règlement a été donné à une séance antérieure de ce conseil ;

À CES CAUSES,

IL EST PROPOSÉ PAR MADAME CLAUDETTE THIBAUT ;

APPUYÉ PAR MONSIEUR JEAN-YVES MASSON ;

ET RÉSOLU d'adopter le Règlement 271-2010 décrétant l'adoption du Règlement de taxation et tarification pour l'exercice financier 2010.

Résolution adoptée.

Le règlement se lit comme suit :

**RÈGLEMENT NUMÉRO 271-2010  
DE TAXATION ET TARIFICATION POUR L'EXERCICE FINANCIER 2010**

**Article 1.    PRÉAMBULE**

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante.

## Article 2. TITRE

Le présent règlement porte le titre de « *Règlement concernant la taxation et la tarification de la Municipalité pour l'exercice financier 2010* » et le numéro 271-2010.

## Article 3. ANNÉE D'APPLICATION

Les taux de taxes et de tarifs énumérés ci-après s'appliquent pour l'année fiscale 2010.

## Article 4. DÉFINITION

À moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions qui suivent ont le sens et la portée que leur attribue le présent article :

- 4.1 *Bac* : un bac à déchets, un bac à collecte sélective, un bac pour les plastiques agricoles ou un bac pour les matières compostables (putrescibles).
- 4.2 *Bac à déchets* : un contenant roulant, de couleur noire, qui a une capacité de 360 litres, qui est muni d'un couvercle fixé au reste du contenant par une tige d'accouplement, d'un essieu de métal et de pneus, dont les parois ont une épaisseur moyenne d'au moins 0,505 cm et qui peut être levé automatiquement ou semi-automatiquement avec prise française ou américaine, destiné à la collecte des déchets.
- 4.3 *Bac à collecte sélective* : un contenant roulant, de couleur bleue, qui a une capacité de 360 litres, qui est muni d'un couvercle fixé au reste du contenant par une tige d'accouplement, d'un essieu de métal et de pneus, dont les parois ont une épaisseur moyenne d'au moins 0,505 cm et qui peut être levé automatiquement ou semi-automatiquement avec prise française ou américaine, destiné à la collecte sélective.
- 4.4 *Bac pour les plastiques agricoles* : un contenant roulant, de couleur noire, qui a une capacité de 360 litres, qui est muni d'un couvercle fixé au reste du contenant par une tige d'accouplement, d'un essieu de métal et de pneus, dont les parois ont une épaisseur moyenne d'au moins 0,505 cm et qui peut être levé automatiquement ou semi-automatiquement avec prise française ou américaine, destiné à la collecte des plastiques agricoles.
- 4.5 *Bac pour les matières compostables (putrescibles)* : un contenant roulant, de couleur brun, qui a une capacité de 240 litres, qui est muni d'un couvercle fixé au reste du contenant par une tige d'accouplement, d'un essieu de métal et de pneus, dont les parois ont une épaisseur moyenne d'au moins 0,505 cm et qui peut être levé automatiquement ou semi-automatiquement avec prise française ou américaine, destiné à la collecte des matières compostables ;
- 4.6 *Chalet* : local servant ou destiné à servir de résidence ou de domicile à une ou plusieurs personnes et où on peut généralement préparer et consommer des repas, vivre et dormir, tout en comportant des installations sanitaires, mais qui est habité durant une partie de l'année, habituellement durant la saison estivale, pourvu que le local ne soit pas habité plus de 180 jours, consécutifs ou non ;
- 4.7 *Unité agricole* : un local servant ou destiné à servir à une fin agricole sauf une unité agricole enregistrée ;
- 4.8 *Unité agricole enregistrée* : local servant ou destiné à servir à une exploitation agricole enregistrée conformément à un règlement pris en vertu de l'article 36.15 de la *Loi sur le ministère de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation*, (L.R.Q. ch. M-14) ;
- 4.9 *Local* : selon le cas, un espace constitué d'une pièce ou un espace constitué de plusieurs pièces communicantes ayant une entrée distincte directement sur l'extérieur ou dans un vestibule, chacun de ces espaces servant ou étant destiné à servir à une seule et même fin ou une unité d'évaluation comportant

une ou plusieurs construction(s) ou ouvrage(s) servant ou destinée(s) à servir à une seule et même fin ;

- 4.10 *Piscine* : piscine dont la profondeur, au plus profond, est supérieure à 0.9 m ;
- 4.11 *Unité commerciale* : local servant ou destiné à servir à une fin commerciale ;
- 4.12 *Unité d'évaluation* : une unité d'évaluation au sens de la *Loi sur la fiscalité municipale* ;
- 4.13 *Unité industrielle* : local servant ou destiné à servir à une fin industrielle ;
- 4.14 *Unité institutionnelle* : local servant ou destiné à servir à une fin institutionnelle ;
- 4.15 *Unité résidentielle* : local servant ou destiné à servir de résidence ou de domicile à une ou plusieurs personnes, et où on peut généralement préparer et consommer des repas, vivre et dormir, tout en comportant des installations sanitaires, à l'exclusion d'un chalet ;
- 4.16 *Unité autre* : un local servant ou destiné à servir à une fin autre que celle de chalet, unité agricole, unité agricole enregistrée, unité commerciale, unité industrielle, unité institutionnelle ou unité résidentielle, à l'exception d'un terrain non construit et non pourvu d'ouvrage.

#### **Article 5. TAXE GÉNÉRALE SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Il est imposé et il sera prélevé pour l'année 2010, une taxe foncière générale sur tous les immeubles imposables du territoire de la Municipalité ; le taux de taxation foncière est établi à 1,10 \$ par 100 \$ d'évaluation et il est ventilé selon les paragraphes 2 à 4.

Le taux de la taxe foncière générale, pour rencontrer les dépenses autres que celles mentionnées aux troisième et quatrième alinéas, est fixée à .91 \$ par 100 \$ d'évaluation, calculé conformément aux valeurs apparaissant au rôle d'évaluation en vigueur pour l'année 2010.

Le taux de la taxe foncière générale pour défrayer le coût pour le service dispensé par la Sûreté du Québec est fixé à .12 \$ par 100 \$ d'évaluation, calculé conformément aux valeurs apparaissant au rôle d'évaluation en vigueur pour l'année 2010.

Le taux de la taxe foncière générale pour défrayer le coût pour la protection incendie est fixé à .07 par 100 \$ d'évaluation, calculé conformément aux valeurs apparaissant au rôle d'évaluation en vigueur pour l'année 2010.

#### **Article 6. REMBOURSEMENT AU FONDS DE ROULEMENT**

Pour pourvoir aux dépenses relatives au remboursement de l'emprunt fait au fonds de roulement au montant de 31 366 \$ pour l'année 2010 suivant le tableau des emprunts au fonds de roulement, il est par le présent règlement approprié à même les revenus généraux de la Municipalité, une somme de 31 366 \$.

#### **Article 7. TARIF POUR LE SERVICE D'AQUEDUC**

Pour pourvoir aux dépenses relatives au service d'aqueduc dispensé par la Municipalité, il est, par le présent règlement, exigé et il sera prélevé pour l'année 2010, de chaque propriétaire d'immeuble dont tout ou partie de l'immeuble est desservi par le service d'aqueduc de la Municipalité, une compensation à l'égard de chaque tel immeuble.

Le montant de la compensation de base pour l'année 2010 est déterminé en additionnant les valeurs attribuées à chaque unité desservie que comporte un immeuble et en multipliant la somme ainsi obtenue par 180,00 \$.

La valeur attribuée à une unité est en fonction des catégories suivantes :

Type d'unité	Valeur attribuée à une unité
Unité résidentielle	1
Unité commerciale	1
Unité agricole	1
Unité agricole enregistrée	1
Unité industrielle	1
Unité institutionnelle	1
Unité autre	1
Chalet	.5
Terrain vacant	0

Lorsqu'une unité d'évaluation comporte une piscine, la valeur attribuée à l'unité d'évaluation est augmentée de .5 unité.

Les dépanneurs et les garages commerciaux sont pourvus d'un compteur.

Le tarif du service d'aqueduc pour les immeubles desservis et pourvus d'un compteur d'eau est le suivant :

- 180 \$ par unité, jusqu'à concurrence d'une consommation annuelle de 200 m<sup>3</sup> (44 000 gallons impériaux) d'eau consommée durant la période s'étendant du 1<sup>er</sup> janvier 2010 au 31 décembre 2010.
- pour toute consommation d'eau excédentaire durant la période s'étendant du 1<sup>er</sup> janvier 2010 au 31 décembre 2010, le taux s'établit comme suit :
- 1,45 \$ par m<sup>3</sup> d'eau consommée. La consommation est mesurée à l'aide de deux lectures de compteur, soit celle de décembre 2010 par rapport à celle de décembre 2009; la consommation est égale à la consommation indiquée au compteur par la lecture du mois de décembre 2010, moins la consommation montrée au compteur par la lecture du mois de décembre 2009.

Une unité résidentielle ou une unité commerciale qui n'est pas desservie par le service d'aqueduc de la Municipalité mais qui est susceptible d'être desservie est assujettie à la compensation exigée en vertu des deux premiers alinéas.

#### **Article 8. TARIF POUR LE SERVICE DES ÉGOUTS**

Pour pourvoir aux dépenses relatives au service des égouts dispensé par la Municipalité, il est, par le présent règlement, exigé et il sera prélevé pour l'année 2010, de chaque propriétaire d'immeuble dont tout ou partie de l'immeuble est desservi par le service des égouts de la Municipalité, une compensation à l'égard de chaque tel immeuble.

Le montant de la compensation de base pour l'année 2010 est déterminé en additionnant les valeurs attribuées à chaque unité desservie que comporte un immeuble et en multipliant la somme ainsi obtenue par 45,00 \$.

La valeur attribuée à une unité est en fonction des catégories suivantes :

Type d'unité	Valeur attribuée à une unité
Unité résidentielle	1
Unité commerciale	1
Unité agricole	1
Unité agricole enregistrée	1
Unité industrielle	1
Unité institutionnelle	1
Unité autre	1
Chalet	.5
Terrain vacant	0

**Article 9. TARIF POUR LE SERVICE D'ÉPURATION DES EAUX USÉES**

Pour pourvoir aux dépenses relatives au service d'épuration des eaux usées dispensé par la Municipalité, il est, par le présent règlement, exigé et il sera prélevé pour l'année 2010, de chaque propriétaire d'immeuble dont tout ou partie de l'immeuble est desservi par le service d'épuration des eaux usées de la Municipalité, une compensation à l'égard de chaque tel immeuble.

Le montant de la compensation de base pour l'année 2010 est déterminé en additionnant les valeurs attribuées à chaque unité desservie que comporte un immeuble et en multipliant la somme ainsi obtenue par 174.00 \$.

La valeur attribuée à une unité est en fonction des catégories suivantes :

Type d'unité	Valeur attribuée à une unité
Unité résidentielle	1
Unité commerciale	1
Unité agricole	1
Unité agricole enregistrée	1
Unité industrielle	1
Unité institutionnelle	1
Unité autre	1
Chalet	.5
Terrain vacant	0

**Article 10. RÈGLES D'INTERPRÉTATION AUX FINS DES ARTICLES 5 À 9**

Aux fins d'interpréter les articles 5 à 9, les règles suivantes s'appliquent :

- Lorsqu'une unité d'évaluation comporte plus d'un usage, comme une unité résidentielle et une unité agricole enregistrée, l'unité d'évaluation est constituée d'autant de locaux qu'il y a d'usages distincts. Une valeur est attribuée à chaque local en fonction de son usage et le total des valeurs sert à calculer la compensation payable pour l'unité d'évaluation en cause.
- Lorsque dans la résidence d'une unité résidentielle, il y a un usage résidentiel et un usage autre, comme par exemple un logement, un salon de coiffure, une profession ou une activité assimilable à une profession, comme celle de massothérapeute ou une activité assimilable à un service, comme celle d'une garderie la valeur de l'unité résidentielle est multipliée par le facteur 1,5.

**Article 11. COMPENSATION POUR LE SERVICE DE COLLECTE, DE TRANSPORT ET DE DISPOSITION DES DÉCHETS DOMESTIQUES ET DES MATIÈRES COMPOSTABLES.**

Pour pourvoir aux dépenses relatives au service de collecte, de transport et de disposition des déchets domestiques et des matières compostables dispensé par la Municipalité, il est par le présent règlement exigé et il sera prélevé pour l'année 2010, de chaque propriétaire d'immeuble dont tout ou partie de l'immeuble est desservi ou est susceptible d'être desservi par la Municipalité, une compensation à l'égard de chaque tel immeuble.

Le montant de la compensation de base pour l'année 2010 est déterminé en additionnant les valeurs attribuées à une unité et en multipliant la somme ainsi obtenue par 125,00 \$.

La valeur attribuée à une unité est en fonction des catégories suivantes :

Type d'unité	Valeur attribuée à une unité
Unité résidentielle	1
Unité commerciale	1.5
Unité agricole	1.5
Unité agricole enregistrée	1.5
Unité industrielle	1.5
Unité institutionnelle	1.5
Chalet	1
Terrain vacant	0

**Article 12. COMPENSATION POUR LE SERVICE DE COLLECTE, DE TRANSPORT ET DE DISPOSITION DES PLASTIQUES AGRICOLES**

Pour pourvoir aux dépenses relatives au service de collecte, de transport et de disposition des plastiques agricoles, dispensé par la Municipalité, il est par le présent règlement exigé et il sera prélevé pour l'année 2010, de chaque propriétaire d'immeuble dont tout ou partie de l'immeuble est desservi ou est susceptible d'être desservi par la Municipalité, une compensation à l'égard de chaque tel immeuble.

Le montant de la compensation de base pour l'année 2010 est déterminé en additionnant les valeurs attribuées à une unité et en multipliant la somme ainsi obtenue par 73,00 \$.

La valeur attribuée à une unité est en fonction des catégories suivantes :

Type d'unité	Valeur attribuée à une unité
Unité résidentielle	0
Unité commerciale	0
Unité agricole	1
Unité agricole enregistrée	1
Unité industrielle	0
Unité institutionnelle	0
Chalet	0
Terrain vacant	0

**Article 13. RÈGLE D'INTERPRÉTATION AUX FINS DES ARTICLES 11 ET 12**

Aux fins d'interpréter les articles 11 et 12, les règles suivantes s'appliquent :

- Lorsqu'une unité d'évaluation comporte plus d'un usage, comme une unité résidentielle et une unité agricole enregistrée, l'unité d'évaluation est constituée d'autant de locaux qu'il y a d'usages distincts. Une valeur est attribuée à chaque local en fonction de son usage et le total des valeurs sert à calculer la compensation payable pour l'unité d'évaluation en cause.
- Lorsqu'une unité d'évaluation comprenant une unité agricole enregistrée ou une unité agricole, comporte plus d'un bac à déchets, d'un bac pour les plastiques agricoles ou d'un bac pour les matières compostables, est additionnée à la valeur de l'unité en cause, une valeur calculée en tenant compte du nombre de bacs additionnels.

**Article 14. COMPENSATION POUR LE SERVICE D'ENLÈVEMENT ET DE TRANSPORT DE LA COLLECTE SÉLECTIVE**

Pour pourvoir aux dépenses relatives au service d'enlèvement et de transport de la collecte sélective dispensé par la Municipalité, il est par le présent règlement exigé et il sera prélevé pour l'année 2010, de chaque propriétaire d'immeuble dont tout ou partie de l'immeuble est desservi ou est susceptible d'être desservi par le service d'enlèvement et de transport de la collecte sélective de la Municipalité, une compensation à l'égard de chaque tel immeuble.

Le montant de la compensation de base pour l'année 2010 est déterminé en additionnant le nombre de bacs à collecte sélective fournis par la Municipalité pour l'immeuble en cause et en multipliant la somme ainsi obtenue par 66,00 \$.

**Article 15. RÈGLE D'INTERPRÉTATION AUX FINS DE L'ARTICLE 14**

Aux fins d'interpréter l'article 14, les règles suivantes s'appliquent :

- Lorsqu'une unité d'évaluation comporte plus d'un usage, comme une unité résidentielle et une unité agricole enregistrée, l'unité d'évaluation est constituée d'autant de locaux qu'il y a d'usages distincts. Une valeur est attribuée à chaque local en fonction de son usage.
- Lorsque dans la résidence d'une unité résidentielle, il y a un usage résidentiel et un usage autre, comme par exemple un logement, un salon de coiffure, une profession ou une activité assimilable à une profession, comme celle de massothérapeute ou une activité assimilable à un service, comme celle d'une garderie, la valeur de l'unité résidentielle est multipliée par le facteur 1.
- Lorsqu'une unité d'évaluation comprenant une unité agricole enregistrée ou une unité agricole comporte plus d'un bac à collecte sélective, la valeur de l'unité en cause est multipliée par 1.

**Article 16. NOMBRE ET DATE DE VERSEMENTS**

Les taxes et compensations prévues au présent règlement doivent être payées en un (1) versement unique lorsque, dans un compte, leur total n'atteint pas 300 \$. La date ultime où peut être fait ce versement est le trentième (30<sup>e</sup>) jour qui suit l'expédition du compte.

Si le total des taxes et compensations comprises dans un compte atteint de TROIS CENTS DOLLARS (300 \$), le débiteur a le droit de payer celles-ci en quatre (4) versements selon les dates ultimes et les proportions du compte mentionnées ci-après :



- ♦ Premier versement 23 février 2010 (30<sup>e</sup> jour qui suit l'expédition du compte) : 20 %
- ♦ Second versement 7 avril 2010 : 20 %
- ♦ Troisième versement 20 mai 2010 : 20 %
- ♦ Quatrième versement 7 juillet 2010 : 20 %
- ♦ Cinquième versement 24 août 2010 : 20 %

Lorsqu'un versement n'est pas fait à son échéance, seul le montant du versement est alors exigible.

Lorsqu'à la suite d'une modification au rôle d'évaluation d'une unité d'évaluation une taxe, un tarif ou une compensation additionnelle doit être payé par un propriétaire et que le montant excède la somme de TROIS CENTS DOLLARS (300 \$), la somme est payable en cinq (5) versements, ces versements étant dus comme suit :

- ♦ Premier versement 30<sup>e</sup> jour qui suit l'expédition du compte : 20 %
- ♦ Second versement le 45<sup>e</sup> jour qui suit le dernier jour où peut être fait le premier versement 20 %;
- ♦ Troisième versement le 45<sup>e</sup> jour qui suit le dernier jour où peut être fait le deuxième versement 20 % ;
- ♦ Quatrième versement le 45<sup>e</sup> jour qui suit le dernier jour où peut être fait le troisième versement 20 % ;
- ♦ Cinquième versement le 45<sup>e</sup> jour qui suit le dernier jour où peut être fait le quatrième versement 20 %.

Malgré les quatre premiers alinéas, le tarif au compteur édicté en vertu de l'article 7 est payable dans les 30 jours qui suivent la mise à la poste de la demande de paiement à cet effet.

#### **Article 17. TARIF ET COMPENSATION ASSIMILÉS À UNE TAXE FONCIÈRE**

Tout tarif et toute compensation imposés en vertu des articles 7 à 15 sont payés par le propriétaire d'immeuble en raison duquel ils sont dus et sont alors assimilés à une taxe foncière imposée sur l'immeuble en raison duquel ils sont dus.

#### **Article 18. TAUX D'INTÉRÊT**

Lorsqu'un versement n'est pas fait à son échéance, le montant du versement porte intérêt à raison de dix-huit pour cent (18%) l'an.

#### **Article 19. ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

VOTE :                      POUR : 6      CONTRE : 0 ADOPTÉE.

#### **8. 2009 12 293                      Adoption du programme d'activités d'investissement pour 2010**

IL EST PROPOSÉ par monsieur le conseiller Martial Tétreault ;

APPUYÉ par madame la conseillère Sandra Raymond ;

ET RÉSOLU :

QUE le *Programme d'activités d'investissement* pour les années 2010-2011-2012 soit adopté tel que déposé par le directeur général et secrétaire-trésorier.



No	Titre	2009	2010	2011	2012	Total 3 ans	Recettes 2009
1	Hôtel de ville	\$0.00	<b>\$5 000.00</b>	\$0.00	\$0.00	\$5 000.00	<i>Administration</i>
2	Centre communautaire	\$35 000.00	<b>\$5 000.00</b>	\$15 000.00	\$5 000.00	\$25 000.00	<i>Administration</i>
3	Loisir (projet volet 2)	\$0.00	<b>\$0.00</b>	\$2 500.00	\$1 500.00	\$4 000.00	<i>Administration</i>
4	Garage municipal	\$10 000.00	<b>\$40 000.00</b>	\$0.00	\$0.00	\$40 000.00	<i>Adm. et fonds roulement</i>
5	Voirie	\$122 000.00	<b>\$123 000.00</b>	\$60 000.00	\$50 000.00	\$233 000.00	<i>Fonds roul + subv</i>
6	Aqueduc et égout	\$228 359.00	<b>\$200 000.00</b>	\$150 000.00	\$150 000.00	\$500 000.00	<i>Taxe d'accise essence</i>
7	Conduite d'égout	\$0.00	<b>\$0.00</b>	\$0.00	\$0.00	\$0.00	
8	Urbanisme	\$0.00	<b>\$0.00</b>	\$22 500.00	\$17 500.00	\$40 000.00	
9	Administration	\$0.00	<b>\$0.00</b>	\$2 000.00	\$1 000.00	\$3 000.00	
10	Sécurité incendie	\$0.00	<b>\$0.00</b>	\$0.00	\$0.00	\$0.00	
		\$395 359.00	<b>\$373 000.00</b>	\$252 000.00	\$225 000.00	\$850 000.00	

VOTE :                    POUR : 6    CONTRE : 0 ADOPTÉE.

**9. 2009 12 294                    Levée de la session extraordinaire**

IL EST PROPOSÉ par monsieur le conseiller Gary Caldwell ;

APPUYÉ par monsieur le conseiller Jean-Yves Masson ;

ET RÉSOLU :

QUE la session extraordinaire du 14 décembre 2009 portant sur l'adoption du budget 2010 soit levée à 20 h 30.

VOTE :                    POUR : 6    CONTRE : 0 ADOPTÉE.

\_\_\_\_\_  
Linda Ouellet, maire

Je, Linda Ouellet, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal.

\_\_\_\_\_  
Réjean Fauteux,  
directeur général  
et secrétaire-trésorier